

Face à la destruction de contraceptifs décidée par les Etats-Unis, la France assure n'avoir "aucun moyen" de "réquisitionner les stocks"

La Belgique a annoncé qu'elle avait engagé des démarches diplomatiques avec les Etats-Unis afin d'explorer toutes les "pistes possibles pour éviter la destruction de ces produits".

lire plus tard commenter partager



Publié le 01/08/2025 17:51 Mis à jour le 01/08/2025 18:14
Temps de lecture : 1min



Des millions de contraceptifs sont stockés par les Etats-Unis dans un entrepôt de l'entreprise Kuehne+Nagel à Geel (Belgique), le 23 juillet 2025. (LUC CLAESSEN / BELGA / AFP)

Après la décision de Donald Trump de détruire des millions de dollars de contraceptifs, principalement des implants et des stérilets, stockés en Belgique, la France a assuré, vendredi 1er août, n'avoir "aucun moyen" de les réquisitionner. "Malheureusement, il n'existe pas de base juridique permettant une intervention d'une autorité sanitaire européenne et a fortiori de l'Agence nationale de la sécurité du médicament (ANSM) pour récupérer ces dispositifs médicaux", a expliqué le ministère de la Santé, sollicité par l'AFP.

Une impossibilité d'abord justifiée par la nature des stocks, qui ne sont pas considérés comme "des médicaments d'intérêt thérapeutique majeur (MITM)" et par la quantité de contraceptifs déjà présents en France. "Nous ne sommes pas dans le cadre d'une tension d'approvisionnement", a précisé le ministère.

"Un gaspillage sanitaire et financier intolérable"

A cela s'ajoute le manque d'information concernant le lieu d'incinération des contraceptifs, assure le gouvernement, alors que certains médias anglo-saxons évoquent une destruction prévue en France. La Belgique a annoncé, de son côté, qu'elle avait engagé des démarches diplomatiques avec les Etats-Unis afin d'explorer toutes les "pistes possibles pour éviter la destruction de ces produits".

Mardi, plusieurs élus avaient interpellé Emmanuel Macron en dénonçant "un gaspillage sanitaire et financier intolérable". Ces produits, principalement des stérilets et des implants, étaient initialement destinés à "des pays à revenu faible ou intermédiaire, dans le cadre des programmes de l'Agence américaine pour le développement international" (USAID), démantelée par l'administration Trump.

92 commentaires partager

La Quotidienne Monde

Retrouvez tous les jours à 19h les événements marquants de l'actualité internationale

s'inscrire

Découvrez nos newsletters

France Télévisions collecte votre adresse e-mail pour vous adresser la newsletter "La Quotidienne Monde". À tout moment, vous pouvez vous désinscrire via le lien en bas de ces newsletters. Pour en savoir plus, consultez notre politique de confidentialité

Les mots-clés associés à cet article

- Donald Trump - Président des États-Unis
- Présidentielle américaine 2024
- Etats Unis d'Amérique
- Monde
- Emmanuel Macron
- Politique
- Contraception
- Santé
- Société

Contenus sponsorisés

Lancez la conversation

Connectez-vous à votre compte franceinfo pour commenter.

se connecter

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous adresser des newsletters. Pour exercer vos droits, contactez-nous.

Notre politique de confidentialité

le live direct tv direct radio

Retrouvez aussi

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Gérer mes tracers

Plan du site

Qui sommes-nous ?

Nous contacter

Accessibilité (partiellement conforme)

Charte déontologique

Charte du Live

Assistant vocal

Devenir annonceur

Recrutement

:toute l'actu dès 7h30

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous adresser des newsletters. Pour exercer vos droits, contactez-nous.

Notre politique de confidentialité

le live

direct tv

direct radio

Retrouvez aussi

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Gérer mes tracers

Plan du site

Qui sommes-nous ?

Nous contacter

Accessibilité (partiellement conforme)

Charte déontologique

Charte du Live

Assistant vocal

Devenir annonceur

Recrutement